

Les liens entre centrales syndicales, grande bourgeoisie et Etat

mardi 17 janvier 2012



Il est fréquent de lire dans ces pages des explications sur le rôle des centrales syndicales dans les grèves, mais il est tout aussi important de voir leur rôle en dehors des mouvements de la classe ouvrière.

Il existe à plusieurs niveaux :

- ▶ cogérer l'Etat bourgeois
- ▶ cogérer les relations sociales dans l'entreprise
- ▶ cogérer les organismes sociaux
- ▶ cogérer les relations dans la justice du travail

et finalement détourner l'essentiel des militants de la classe ouvrière de la lutte des classes vers la collaboration de classe, même si l'essentiel de ces militants n'en a pas vraiment conscience (y compris nombre de militants d'extrême gauche).

Dans chacun de ces domaines, tous les syndicats jouent un rôle de collaboration très marqué.

Ces dernières années par exemple ont été marquées dans les entreprises par des modifications des relations sociales dans le travail menées par une politique systématique patronale qui n'a connu aucune réaction syndicale pour la contrer.

Cette modification est liée à une nouvelle forme d'organisation des relations entre salariés et entre salariés et encadrement, un nouveau rôle de cet encadrement. Face à cette attaque systématique, aucune réaction syndicale et aucune dénonciation de l'extrême gauche (ne parlons pas de la gauche, cela va de soi...).

L'individualisation du rapport entre un salarié et sa hiérarchie a été mise en place sans réaction avec les entretiens individuels, les primes individuelles, les salaires au mérite, la fin des augmentations générales, etc...

Les centrales syndicales n'ont rien fait pour combattre cette individualisation des rapports sociaux puisqu'en même temps elles ont reçu bien des avantages liés à leur rôle de cogestionnaire de ces relations sociales.

Quand ces relations catastrophiquement aggravées ont porté leurs effets, avec notamment les suicides, elles ont encore touchés des avantages de la situation avec de nouvelles occasions de collaborer à la discussion avec les patrons et l'encadrement sous prétexte de chercher à éviter les suicides. On a même vu des tracts syndicaux conseillant aux salariés, s'ils voyaient un travailleur n'ayant pas le moral, d'en informer l'encadrement !!!

En même temps, d'autres "réformes" mises en place conjointement avec les syndicats ont permis aux patrons de bien enfoncer les travailleurs. Sous prétexte de permettre aux salariés de discuter des problèmes techniques des secteurs avec l'encadrement, des réunions de secteur ont été mises en place sous l'égide du petit encadrement : réunion dites UET par exemple à Renault. Bien entendu, dans ces réunions, sous le prétexte qu'on ne parlait que technique, l'encadrement avait le droit de faire sa propagande pour les plans du patrons et les travailleurs n'avaient pas le droit d'y parler de salaires, de conditions de travail ou d'autres revendications. Au lieu d'appeler les travailleurs et les militants à saboter ces réunions en y posant systématiquement des revendications, les syndicats ont accepté ce jeu en échange de nouveaux rôles de débat avec les patrons et l'encadrement et d'un nombre accru de postes à distribuer...

La situation du système capitaliste depuis 2007-2008 n'a nullement amené les syndicats à renoncer à collaborer comme le montre cette étude du Bureau International du Travail de Genève :

"La crise économique actuelle représente à la fois un « danger » et une « opportunité » pour les syndicats. Le danger est que le ralentissement et la restructuration économiques engendrés par la crise ne se déroulent aux dépens des travailleurs, et qu'ils n'introduisent plus d'insécurité sur le marché du travail ; le

danger est aussi que l'opération de sauvetage du système financier ne provoque des coupures dramatiques dans le système de protection sociale, et n'exerce encore plus de pression sur les fonctionnaires ; et le danger enfin que la réponse ne soit codifiée en fonction des prescriptions traditionnelles en faveur d'une plus grande « flexibilité » du marché du travail, le plus souvent un euphémisme mondialement utilisé pour des politiques qui aboutissent à une plus grande précarité et à une plus grande insécurité pour les travailleurs. En même temps, le caractère international de la crise offre aux syndicats l'opportunité de vraiment collaborer pour trouver des solutions mondiales et d'éviter que chacun soit emprisonné dans un programme national « d'austérité concurrentielle ». Un ordre du jour mondial de relance va nécessiter que le programme d'action évolue en fonction des salaires qui en seraient le point de départ, ce qui serait forcément incompatible avec le type de politiques fondé sur une péjoration compétitive des salaires. En l'absence d'une stratégie coordonnée au niveau mondial, l'on doit craindre que les politiques nationalistes n'aboutissent à des résultats moins qu'optimaux qui soient pires pour tous et qui aient des conséquences imprévisibles et importantes pour la cohésion sociale. Une opportunité se présente donc aux syndicats et à leurs alliés pour mettre en avant leur défense d'un nouvel ordre du jour économique, pour évoluer au-delà de la critique et pour se réorienter vers des prescriptions politiques positives, pour proposer un cadre de réglementation moderne s'appliquant au capital international et des politiques macroéconomiques coordonnées qui ensemble favoriseront l'objectif du travail décent pour tous."

Quant aux mouvements sociaux dont nous avons déjà largement parlé par ailleurs, nous citons seulement le site "Où va la CGT" qui ne peut pas être taxé d'anti syndicalisme primaire et d'anti CGT :

" Sept semaines entre le 29 janvier et le 19 mars. Le temps de se préparer, quoi... Ou peut-être plutôt le temps de laisser retomber la pression... Le 29 janvier, c'était "la rage", à l'annonce des vagues de licenciements, des premières conséquences visibles de la crise. Pas vraiment une détermination structurée, pas un début de grève générale. Simplement, la colère portée au niveau de la rage. Du rejet de ce monde où on licencie en masse quand les profits augmentent. Quand on voit que les "aides" aux banques et aux industries ne vont servir en fait qu'à payer les actionnaires. La rage de l'impuissance dans un monde où l'ouvrier n'est que "ressource humaine". Où soi-disant, la réussite se mesure à 50 ans à la Rollex au poignet... La "rage", la "haine", exprimée dans les manifestations. Un tract pour les manifestations du 19 mars

Dans ces manifestations, un tract un peu sur les thèmes de cet article, qui sera diffusé par les militants qui animent ce blog. En .pdf ci contre...

Aujourd'hui, la tension est un peu retombée. Jeudi, c'est un peu la désillusion. Bon on va y aller bien sûr, parce que quelque part, il faut la réussir cette journée, il faut pas perdre la face devant Sarko et tous ses larbins. Et même pour une fois, on a les médias avec nous, qui en font la pub de cette journée, ça ne vous surprend pas

quelque part ? C'est que la détermination est retombée bien bas. On peut se gargariser de tous les discours sur l'exemple de la Guadeloupe, il n'y a qu'une seule leçon : là-bas, il y a l'arrière-plan colonial qui pousse à la révolte, et en plus il y a un syndicat de classe et de masse, largement majoritaire, qui mène la danse. Elie Domota, il ne tombe pas du ciel. C'est un dirigeant de l'UGTG, plus de 50% aux prud'hommes, ça vous dit quelque chose ? Evidemment sur la détermination, sur le déroulement et l'organisation de la lutte, c'est pas tout à fait pareil...

Ouai... C'est ça le souci. Domota, c'est pas Thibault ou Chérèque. On va pas prendre du vocabulaire ouvrier quelque peu macho, mais il en a, lui. Ou plus exactement, le syndicat qu'il dirige (l'UGTG) est peut-être indépendantiste, mais c'est aussi et d'abord un syndicat de lutte de classe !

Nous ici, en France, c'est Chérèque qui mène la danse... C'est pour dire où on est tombés... C'est dimanche qu'on a eu la preuve. Grand Jury RTL le Monde (on a mis le lien, mais c'est pour les masos). Chérèque y va tranquille "Oui, voilà, les journées c'est pour canaliser le mécontentement, vous savez, autrement ça pourrait exploser de manière incontrôlée". Bon, là, on vous la joue trafiquée, il a pas dit ça exactement comme ça, mais c'est le sens profond, comme on dit ! C'est sûr. Continental, les sous-traitants automobile, les licenciements partout, ça craint un peu. Sarko crache le chômage partiel à 70%, c'est pas pour rien. Et Chérèque de poursuivre avec des perspectives exaltantes comme le premier mai, une manif à Londres (non, là, franchement, trop fort...), les élections européennes peut-être ? Alors vous allez me dire, Chérèque, c'est la CFDT et Chérèque, pas de surprises. OK, on est d'accord. Le souci, c'est que c'est lui qui mène la danse, manifestation. Et la CGT est au cul, ni plus ni moins, syndicalisme rassemblé oblige sans doute. La Conf n'a rien à dire sur l'après 19 mars. Pourtant le constat est fait, jusqu'à la CE confédérale comme le note F. Dupont dans son introduction : le ras le bol augmente, la situation est mûre... et ce qui compte au final c'est... (allez, devinez, un petit effort ?) la syndicalisation !!! [vous aviez trouvé au moins, j'espère, sinon, vous êtes vraiment des nazes !] On a simplement en vue une campagne sur l'emploi industriel entre février et juin pour proposer les bons offices des experts économiques de la CGT pour la sauvegarde du capitalisme français... Triste de chez triste... Tellement triste qu'il n'est même pas sur qu'on prenne le temps d'y revenir sur ce blog tellement ça n'intéresse et ne motive pas les militants...

Quelque part, on est mal barrés, mais on le savait déjà. La seule question intéressante aujourd'hui, c'est de savoir si les militants les plus avancés de la classe ouvrière, des travailleurs, de la CGT, seront capables ou pas de rompre avec la collaboration de classe, de la cogestion du capitalisme en crise, de rompre avec leurs directions corrompues, de réfléchir en toute indépendance à "quelque chose" d'autre pour le prolétariat, sans avoir l'esprit enchaîné au marché, à la guerre économique, la compétitivité ou on ne sait quoi..."